

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 1165

[2003/200536]

**6 MARS 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté appelés à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réforme institutionnelle du 8 août 1980, notamment les articles 60 et 68;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté appelés à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 13 avril et 12 décembre 2000;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 janvier 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 février 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'assurer sans interruption et sans délais la continuité du fonctionnement des cabinets ministériels du Gouvernement de la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales et du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juillet 1999 relatif à la composition, au fonctionnement des cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française et au personnel des services du Gouvernement de la Communauté appelés à faire partie d'un cabinet ministériel d'un Ministre du Gouvernement de la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Les attributions des cabinets ministériels sont fixées comme suit : l'élaboration de la politique dans les matières attribuées à chaque Ministre, les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Gouvernement ou les travaux parlementaires; les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel des Ministres, la présentation des dossiers de l'administration, en ce compris l'examen des propositions de cette dernière; éventuellement le secrétariat du Gouvernement; le secrétariat des Ministres, le traitement de leur courrier personnel, les demandes d'audience, la revue de la presse.

Au moins une fois par trimestre, chaque Ministre, éventuellement représenté par son directeur de cabinet, organise une concertation avec les responsables des services de l'Administration qui relèvent de sa compétence, concernant la préparation et l'exécution de la politique à mener. »

**Art. 2.** L'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Un secrétaire de cabinet et, le cas échéant, un secrétaire particulier du Ministre sont désignés parmi ceux-ci. »

**Art. 3.** Un article 5*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 5*bis*. Un comptable extraordinaire est désigné parmi le personnel du cabinet. »

**Art. 4.** Un article 6*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 6*bis*. Lors de son installation, le Gouvernement fixe, pour l'ensemble des cabinets ministériels, le nombre minimum global de membres du personnel détachés d'un service du Gouvernement de la Communauté française, et plus généralement de tout service public et de l'enseignement. »

**Art. 5.** L'article 8, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Il est pourvu temporairement à leur remplacement. »

**Art. 6.** L'article 10, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. A l'exception du Secrétaire de cabinet pour l'exercice de ses fonctions, les membres du cabinet ne peuvent traiter avec l'Administration que par l'intermédiaire du Directeur de cabinet ou avec son autorisation. »

**Art. 7.** Un article 11*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 11*bis*. Il est alloué aux experts nommés au sein des cabinets ministériels en vertu du présent arrêté une allocation de cabinet tenant lieu de traitement fixée dans les échelles 120/1 ou 120/3. »

**Art. 8.** L'article 13, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Une indemnité forfaitaire annuelle, pour frais de séjour, peut être octroyée au personnel des cabinets.

Le montant de l'indemnité est fixé comme suit :

1 <sup>o</sup> directeur de cabinet, directeur de cabinet adjoint :	€ 1.814;
2 <sup>o</sup> secrétaire de cabinet, conseiller :	€ 1.360.

L'indemnité est due par mois et à terme échu.

Elle n'est accordée que lorsque la fonction à laquelle elle est attachée est, au cours d'un même mois, exercée pendant une durée de plus de cinq jours consécutifs.

Elle est maintenue pendant les absences ne dépassant pas, au cours d'un même mois, cinq jours consécutifs.

Elle est également maintenue pendant les congés de vacances.

Lorsque l'indemnité n'est pas due pour un mois entier, elle est liquidée, prorata temporis, à raison de 1/30<sup>e</sup> du montant mensuel par jour. »

**Art. 9.** L'article 15, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. § 1<sup>er</sup>. Il est accordé aux membres du personnel des cabinets une allocation de cabinet qui ne peut dépasser les taux annuels suivants :

- Directeur de cabinet :	€ 8.508;
- Directeur de cabinet adjoint :	€ 6.466;
- Conseiller et expert :	€ 5.785;
- Secrétaire de cabinet et secrétaire particulier du Ministre :	€ 4.424;
- attaché :	€ 3.403;
- agent d'exécution, personnel auxiliaire et agent chargé du nettoyage :	€ 2.382 »

**Art. 10.** L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. § 1<sup>er</sup>. Il est octroyé une ou plusieurs allocation(s) forfaitaire(s) de départ aux membres des cabinets lorsqu'il est mis fin à leurs fonctions.

Chaque allocation forfaitaire de départ est égale à la dernière rémunération perçue, en ce compris les différentes allocations et indemnités dont celles visées aux articles 13, 15 et 19, par le membre de cabinet.

§ 2. Le membre du personnel du cabinet obtient une ou plusieurs allocation(s) forfaitaire(s) de départ en fonction de la période d'activité ininterrompue selon les modalités suivantes :

1. une allocation forfaitaire de départ pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois;
2. deux allocations forfaitaires de départ pour une période d'activité ininterrompue de six mois à un an;
3. trois allocations forfaitaires de départ pour une période d'activité ininterrompue d'un an à dix-huit mois;
4. quatre allocations forfaitaires de départ pour une période d'activité ininterrompue de dix-huit mois à deux ans;
5. cinq allocations forfaitaires de départ pour une période d'activité ininterrompue de deux à trois ans;
6. six allocations forfaitaires de départ pour une période d'activité ininterrompue de trois ans et plus.

Pour le calcul de la période d'activité ininterrompue, il est tenu compte de la durée des prestations que les personnes concernées ont effectuées auprès du Gouvernement fédéral, du Gouvernement de la Communauté française, du Gouvernement de la Région wallonne, du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale, du Collège de la Commission communautaire commune ou du Collège de la Commission communautaire française à la condition qu'il n'y ait pas eu rupture de continuité.

Toute interruption d'activité de moins d'un mois n'est pas considérée comme interruption d'activité au sens de l'alinéa précédent.

§ 3. L'allocation forfaitaire de départ est payée par mois. Pour obtenir l'allocation forfaitaire de départ, le membre du cabinet introduit chaque mois une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que pour la période concernée, le membre du cabinet n'a perçu aucun revenu.

Il est tenu d'avertir de toute modification de sa situation sous peine de perdre le bénéfice de ladite allocation.

§ 4. L'allocation forfaitaire de départ est considérée comme une rémunération notamment pour l'application de la réglementation sur le chômage et pour le calcul des cotisations de sécurité sociale et du précompte professionnel.

La durée pendant laquelle la/les allocation(s) forfaitaire(s) de départ est/sont octroyée(s) équivaut à une période d'activité de service auprès des services du Gouvernement de la Communauté française.

§ 5. Il est octroyé aux agents statutaires et contractuels des services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes d'intérêt public qui en dépendent ainsi qu'aux membres du personnel enseignant une dispense de service de quinze jours ouvrables si leur période d'activité ininterrompue au sein du cabinet excède une année.

Une dispense de service de huit jours ouvrables leur est octroyée dans le cas inverse.

La dispense de service prend cours dès leur fin de fonction au sein du cabinet »

**Art. 11.** L'article 19 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. Il est accordé aux chauffeurs de voiture automobiles des cabinets :

1° une allocation forfaitaire mensuelle de € 273;

2° une indemnité forfaitaire d'un montant maximum de € 2.479 par an.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à € 477 pour le chauffeur personnel du Ministre, le supplément de € 204 couvrant le surcroît de prestations extraordinaires auquel donnent lieu les déplacements du Ministre. Celui-ci peut, d'après les prestations accomplies, modifier l'attribution de ce supplément et en opérer la répartition entre chauffeurs du cabinet.

L'arrêté du Régent du 30 mars 1950 réglant l'octroi d'allocations pour prestations à titre exceptionnel, l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjours des membres du personnel des ministères ainsi que le supplément d'allocation et l'allocation de cabinet prévus aux articles 11 et 15 du présent arrêté ne leur sont pas applicables. »

**Art. 12.** Un article 19*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 19*bis*. Il peut être alloué au comptable extraordinaire du cabinet une allocation forfaitaire mensuelle de € 273. »

**Art. 13.** Un chapitre III*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« CHAPITRE III*bis*. — Fin de cabinet

Art. 26*bis*. § 1<sup>er</sup>. Lors d'un changement de législature ou d'un remaniement ministériel, une cellule provisoire est maintenue en service, pendant un mois à dater de l'élection du ou des nouveaux Ministres, dans chaque cabinet ou chacun des cabinets ministériels concernés. Cette cellule est composée comme suit :

- le secrétaire de cabinet;
- le comptable extraordinaire;
- deux membres du personnel d'exécution.

§ 2. La démission des autres membres du cabinet interviendra, au plus tard, au moment de la prestation de serment du nouveau membre ou des nouveaux membres du Gouvernement, à l'intervention du Ministre sortant de charge. »

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> octobre 2002, à l'exception de l'article 4 qui entre en vigueur à l'entrée en fonction du Gouvernement installé à la suite des élections régionales de 2004.

**Art. 15.** Les Ministres du Gouvernement de la Communauté française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 mars 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1165

[2003/200536]

**6 MAART 2003. — Besluit van de Franse Gemeenschapsregering tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 juli 1999 betreffende de samenstelling en werking van de kabinetten van de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering evenals het personeel van de diensten van de Gemeenschapsregering dat wordt opgenomen in een ministerieel kabinet van een Minister van de Franse Gemeenschapsregering**

De Franse Gemeenschapsregering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikelen 60 en 68;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 juli 1999 betreffende de samenstelling en werking van de kabinetten van de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering evenals het personeel van de diensten van de Gemeenschapsregering dat wordt opgenomen in een ministerieel kabinet van een Minister van de Franse Gemeenschapsregering, gewijzigd door de besluiten van de Franse Gemeenschapsregering van 13 april en 12 december 2000;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 januari 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 28 februari 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is om onverwijld in te staan voor de continue werking van de ministeriële kabinetten van de Franse Gemeenschapsregering;

Op de voordracht van de Minister-President, bevoegd voor Internationale Betrekkingen, en de Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 3 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 29 juli 1999 betreffende de samenstelling en werking van de kabinetten van de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering evenals het personeel van de diensten van de Gemeenschapsregering dat wordt opgenomen in een ministerieel kabinet van een Minister van de Franse Gemeenschapsregering wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 3. De bevoegdheden van de ministeriële kabinetten zijn als volgt vastgelegd : de uitstippeling van het beleid in de aangelegenheden waarvoor iedere minister bevoegd is, de aangelegenheden die een invloed kunnen hebben op het algemeen beleid van de Regering of op de parlementaire werkzaamheden; de opzoekingen en studies die het persoonlijk werk van de ministers vergemakkelijken, de voorlegging van de dossiers van het bestuur, alsook het bestuderen van voorstellen uitgaande van dit bestuur; eventueel het secretariaat van de Regering, het secretariaat van de ministers, de behandeling van hun persoonlijke briefwisseling, de verzoeken tot audiëntie en het persoverzicht.

Iedere minister, eventueel vertegenwoordigd door zijn kabinetsdirecteur, pleegt minstens eenmaal per kwartaal overleg met de verantwoordelijken van de diensten van het Bestuur die onder zijn bevoegdheid vallen, over de voorbereiding en de uitvoering van het beleid. »

**Art. 2.** Artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgend lid :

« Een kabinetssecretaris en, desgevallend, een privé-secretaris van de minister worden onder hen gekozen. »

**Art. 3.** Er wordt in hetzelfde besluit een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *5bis*. Een buitengewoon rekenkundige wordt aangesteld onder het personeel van het kabinet. »

**Art. 4.** Er wordt in hetzelfde besluit een artikel *6bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *6bis*. Bij haar installatie bepaalt de Regering, voor alle ministeriële kabinetten, het minimumaantal personeelsleden welke gedetacheerd zijn uit een dienst van de Franse Gemeenschapsregering, en meer in het algemeen uit iedere overheidsdienst en uit het onderwijs. »

**Art. 5.** Artikel 8, derde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Er wordt tijdelijk voorzien in hun vervanging. »

**Art. 6.** Artikel 10, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Met uitzondering van de kabinetssecretaris voor de uitoefening van zijn functie, mogen de kabinetsleden enkel handelen met het bestuur via de kabinetsdirecteur of met zijn toestemming. »

**Art. 7.** Er wordt in hetzelfde besluit een artikel *11bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *11bis*. Er wordt aan de experten die krachtens dit besluit aangesteld worden op de ministeriële kabinetten een kabinetstoelage verleend geldend als wedde, vastgesteld op schalen 120/1 of 120/3. »

**Art. 8.** Artikel 13, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Er kan voor de verblijfsonkosten een jaarlijkse forfaitaire vergoeding toegekend worden aan het personeel van de kabinetten.

Het bedrag van deze vergoeding is als volgt vastgelegd :

1° kabinetsdirecteur, adjunct-kabinetsdirecteur : € 1.814;

2° kabinetssecretaris, adviseur : € 1.360.

De vergoeding wordt aan het einde van elke maand uitbetaald.

Ze wordt slechts toegekend wanneer de functie waaraan ze verbonden is binnen eenzelfde maand wordt uitgeoefend gedurende meer dan vijf opeenvolgende dagen.

Ze blijft behouden gedurende de afwezigheden die in de loop van eenzelfde maand niet meer dan vijf opeenvolgende dagen bedragen.

Ze blijft eveneens behouden gedurende de vakantiedagen.

Wanneer de vergoeding niet verschuldigd is voor een volledige maand, wordt ze prorata temporis uitbetaald a rato van 1/30<sup>e</sup> van het maandbedrag per dag. »

**Art. 9.** Artikel 15, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15. § 1. Er wordt aan de personeelsleden van de kabinetten een kabinetstoelage verleend die niet meer mag bedragen dan de onderstaande jaarlijkse bedragen :

- Kabinetsdirecteur : € 8.508;

- Adjunct-kabinetsdirecteur : € 6.466;

- Adviseur en expert : € 5.785;

- Kabinetssecretaris en privé-secretaris van de minister : € 4.424;

- Attaché : € 3.403;

- Uitvoerend personeel, hulppersonneel en schoonmaakpersoneel : € 2.382. »

**Art. 10.** Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. § 1. Er wordt aan de kabinetsleden één of meerdere forfaitaire vertrektoelagen verleend wanneer een einde wordt gesteld aan hun functie.

Iedere forfaitaire vertrektoelage is gelijk aan de laatste door het kabinetslid ontvangen bezoldiging, met inbegrip van de verschillende toelagen en vergoedingen waaronder deze bedoeld in artikelen 13, 15 en 19.

§ 2. Het personeelslid van het kabinet krijgt één of meerdere forfaitaire vertrektoelagen naargelang de periode van ononderbroken actieve dienst en op basis van volgende wijzen :

1. een forfaitaire vertrektoelage voor een ononderbroken periode van actieve dienst van drie tot zes maand;
2. twee forfaitaire vertrektoelagen voor een ononderbroken periode van actieve dienst van zes maand tot een jaar;
3. drie forfaitaire vertrektoelagen voor een ononderbroken periode van actieve dienst van een jaar tot achttien maand;
4. vier forfaitaire vertrektoelagen voor een ononderbroken periode van actieve dienst van achttien maand tot twee jaar;
5. vijf forfaitaire vertrektoelagen voor een ononderbroken periode van actieve dienst van twee tot drie jaar;
6. zes forfaitaire vertrektoelagen voor een ononderbroken periode van actieve dienst van drie jaar en meer.

Voor de berekening van de ononderbroken periode van actieve dienst wordt rekening gehouden met de duur van de prestaties die de betrokkenen hebben geleverd bij de federale Regering, de Franse Gemeenschapsregering, bij de Waalse Gewestregering, bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bij het College van de Franse Gemeenschapscommissie, op voorwaarde dat er geen onderbreking is tijdens deze periode.

Iedere onderbreking tijdens de actieve dienst van minder dan één maand wordt niet beschouwd als een onderbreking van de actieve dienst in de zin van vorig lid.

§ 3. De forfaitaire vertrektoelage wordt betaald per maand. Om de forfaitaire vertrektoelage te bekomen, dient de kabinetsmedewerker maandelijks een verklaring onder eed in, waaruit blijkt dat hij voor de betrokken periode geen enkel inkomen heeft gehad.

Hij is verplicht iedere wijziging van zijn toestand mee te delen, zoniet verliest hij het recht op deze toelage.

§ 4. De forfaitaire vertrektoelage wordt beschouwd als een vergoeding, met name voor de toepassing van de regelgeving op de werkloosheid en voor de berekening van de sociale zekerheidsbijdragen en de bedrijfsvoorheffing.

De periode tijdens dewelke de forfaitaire vertrektoelage(n) word(t)en toegekend is gelijk aan een periode van actieve dienst bij de diensten van de Franse Gemeenschapsregering.

§ 5. Er wordt aan de statutaire en contractuele ambtenaren van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering en van de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen alsook aan de leden van het onderwijzend personeel een vrijstelling van dienst verleend van vijftien werkdagen als hun periode van ononderbroken actieve dienst op het kabinet meer dan een jaar bedraagt.

In het ander geval wordt hun een vrijstelling van dienst verleend van acht werkdagen.

De vrijstelling van dienst loopt ten einde wanneer zij hun functie op het kabinet verlaten. »

**Art. 11.** Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 19. De chauffeurs van kabinetten ontvangen :

- 1° een maandelijks forfaitaire toelage van € 273;
- 2° een jaarlijkse forfaitaire vergoeding van maximum € 2.479.

De maandelijks forfaitaire toelage wordt op € 477 gebracht voor de persoonlijke chauffeur van de minister. Het bijkomend bedrag van € 204 dekt de bijkomende buitengewone prestaties die de verplaatsingen van de minister met zich brengen. Laatstgenoemde kan naar gelang van de verrichte prestaties de toekenning van dit bijkomend bedrag wijzigen en het verdelen onder de chauffeurs van het kabinet.

Het besluit van de Regent van 30 maart 1950 tot regeling van de toekenning van toelagen voor uitzonderlijke prestaties, het koninklijk besluit van 24 december 1964 houdende vaststelling van de vergoedingen van verblijfskosten van de personeelsleden van de ministeries alsmede de bijkomende toelage en de kabinetstoelage, voorzien in artikelen 11 en 15 van dit besluit, zijn op hen niet van toepassing. »

**Art. 12.** Er wordt in hetzelfde besluit een artikel 19*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 19*bis*. Er kan aan de buitengewone rekenkundige van het kabinet een maandelijks forfaitaire toelage van € 273 worden toegekend. »

**Art. 13.** Er wordt in hetzelfde besluit een hoofdstuk IIIbis ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk IIIbis. — Einde van het kabinet

Art. 26bis. § 1. Bij een wijziging van de regeerperiode of bij een ministeriële herschikking blijft, in ieder kabinet of in elk van de betrokken ministeriële kabinetten, een voorlopige cel operationeel gedurende een maand na de verkiezing van de nieuwe minister(s). deze cel bestaat uit :

- de kabinetssecretaris;
- de buitengewone rekenkundige;
- twee leden van het uitvoerend personeel.

§ 2. Het ontslag van de andere leden van het kabinet wordt door de uittredende minister gegeven uiterlijk op het tijdstip van de eedaflegging van het nieuw regeringslid of van de nieuwe regeringsleden. »

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2002, met uitzondering van artikel 4 dat in werking treedt bij de intrede van de Regering die wordt geïnstalleerd ingevolge de gewestelijke verkiezingen van 2004.

**Art. 15.** De Ministers van de Franse Gemeenschapsregering zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 maart 2003.

Namens de Franse Gemeenschapsregering :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL

## DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

### MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

N. 2003 — 1166

[2003/33015]

**3. FEBRUAR 2003 — Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsplätzen im Nahbereich (1)**

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es :

**Einziger Artikel.** — Das Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsplätzen im Nabbereich, unterzeichnet zu Brüssel am 7. Dezember 2001, wird gebilligt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Eupen, den 3. Februar 2003.

K.-H. LAMBERTZ,  
Ministerpräsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,  
Minister für Beschäftigung, Behindertenpolitik, Medien und Sport

B. GENTGES,  
Minister für Unterricht und Ausbildung, Kultur und Tourismus

H. NIESSEN,  
Minister für Jugend und Familie, Denkmalschutz,  
Gesundheit und Soziales.

Nota

(1) *Sitzungsperiode 2002-2003 :*

*Dokumente des Rates :* 113 (2002-2003) Nr. 1. Dekrententwurf. — 113 (2002-2003) Nr. 2. Bericht.

*Ausführlicher Bericht.* — Diskussion und Abstimmung. Sitzung vom 3. Februar 2003.